

Les limites à l'efficacité des politiques économiques

Limites à l'efficacité des politiques économiques nationales

- Les politiques économiques nationales sont contraintes par la mondialisation de l'économie et par l'incompatibilité des objectifs économiques
 - Effets de la mondialisation**
 - Dans le domaine productif, les stratégies des firmes multinationales (ex: Délocalisations) peuvent perturber les politiques industrielles et d'emploi des pouvoirs publics
 - Dans le domaine monétaire, la politique de la BCE peut être contrée par les mouvements internationaux des capitaux
 - Dans le domaine budgétaire, le pacte de stabilité et de croissance réduit les marges de manoeuvre budgétaire des États
 - Incompatibilité des objectifs**
 - Dans le cadre d'une politique de relance, l'augmentation des dépenses publiques n'implique pas nécessairement une augmentation de la demande
 - Les effets de la hausse de la demande
 - Un effet positif → Hausse de la production des entreprises => Baisse du chômage
 - Deux effets pervers
 - Risque d'inflation
 - Hausse des importations => déséquilibre extérieur

Limites à l'efficacité de la politique budgétaire

- Contrainte européenne**
 - Les règles budgétaires dans l'UE, réduisent les possibilités de mettre en oeuvre une politique budgétaire capable de relancer la croissance en période de ralentissement
 - Le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC)
 - Le PSC fixe des limites à la politique budgétaire des pays de la zone euro
 - Les déficits publics ne peuvent pas dépasser 3% du PIB
 - L'endettement public est limité à 60 % du PIB
 - Dans la zone euro, il est difficile de coordonner la politique monétaire unique, définie au niveau européen, et les politiques budgétaires nationales
 - Or, la politique économique conjoncturelle n'est efficace que si les politiques monétaire et budgétaire sont utilisées conjointement pour atteindre le même objectif
- Contrainte liée à l'endettement public**
 - La dette publique correspond à l'ensemble des emprunts publics contractés par toutes les administrations publiques**
 - Le service (ou charge) de la dette est le montant à rembourser chaque année, qui comprend une part de capital et les intérêts
 - Effet boule de neige**
 - En cas de financement du déficit budgétaire par emprunt, plusieurs années de déficit peuvent conduire à une accumulation de la dette publique
 - Il s'agit d'un cercle vicieux d'autoalimentation de la dette
 - Une dette importante implique le versement d'intérêts considérables aux épargnants créanciers de l'État
 - ... le poids de ces intérêts aggrave le déficit et conduit à un nouvel endettement public ...
 - ... qui, à son tour, conduira à un niveau d'intérêts encore plus important, etc...
 - Soutenabilité de la dette**
 - Si une grande part des dépenses publiques est affectée au paiement du service de la dette
 - L'État peut se retrouver dans une situation d'insolvabilité, incapable de faire face au remboursement de la dette**
- Limites théoriques**
 - L'utilisation du déficit budgétaire se heurte à plusieurs critiques théoriques des économistes libéraux
 - Effet d'éviction**
 - Le recours à l'emprunt pour financer le déficit provoque un déplacement de l'épargne vers le secteur public au détriment des autres agents économiques
 - L'effet d'éviction est un phénomène qui conduit à un rationnement de la demande de capitaux des agents privés sur le marché financier
 - Cet effet d'éviction peut entraîner une baisse de l'investissement privé et freiner l'effet de relance impulsé par la politique budgétaire
 - Effet Laffer**
 - Selon l'économiste Arthur Laffer, l'impôt est une source de désincitation au travail
 - Au delà d'un seuil d'imposition, les individus sont incités à réduire leur activité économique
 - Cela a deux effets majeurs :
 - Un frein pour la croissance économique, puisque l'activité se ralentit
 - Une baisse des recettes de l'État (d'où l'expression « Trop d'impôt tue l'impôt »)
 - Effet "Ricardo-Barro"**
 - Dans le cas d'une politique de relance financée par l'emprunt, les agents économiques anticipent une hausse future des impôts
 - Pour se préparer à les payer, ils vont donc épargner davantage, réduisant de ce fait l'effet multiplicateur
 - Les « fuites » dans une économie ouverte**
 - L'effet multiplicateur n'est pas garanti, notamment dans le cas des économies à haut degré d'ouverture sur l'étranger
 - Il peut être affaibli par deux fuites principales : l'épargne, et la consommation de produits importés**
 - Si la hausse des revenus induite par la politique économique est affectée en grande partie à l'épargne...
 - ... cela n'a pas d'effet d'entraînement positif sur l'économie : pas de consommation, donc pas de production supplémentaire
 - Si, dans le cadre d'une politique de relance, une grande partie des revenus distribués se porte sur la consommation de produits importés...
 - ... l'augmentation de la demande peut se traduire par une augmentation des importations et non de la production nationale...
 - ... ce qui va entraîner une relance de la production des pays en question, mais n'aura aucun impact sur l'économie nationale

Limites à l'efficacité de la politique monétaire

- Une politique monétaire restrictive exclusivement centrée sur la lutte contre l'inflation fragilise la croissance économique
- Dans la zone euro, la politique monétaire appartient à la BCE, les gouvernements ne peuvent pas agir sur la politique monétaire
- Or, une même politique monétaire ne peut pas exercer les mêmes effets selon les pays, compte tenu de l'hétérogénéité des économies des pays de la zone euro
- Les situations conjoncturelles sont diverses et réclament des politiques monétaires adaptées